Une croissance molle

A l'espoir suscité en fin d'année 2009 par le début d'embellie de la situation économique succède une certaine inquiétude quant à la réalité de la sortie de crise. L'optimisme suscité par les données macro-économiques de ce début d'année, assez encourageantes bien qu'en retrait par rapport à celles du deuxième semestre 2009, n'est pas partagé par la majorité des CCEF dans leurs entreprises respectives, à l'exception des sociétés de services et d'ingénierie informatique.

Dans un article précédent, écrit en novembre 2009[1], nous indiquions une reprise progressive des grands indicateurs de la conjoncture économique américaine. Mais comme le relate la Réserve fédérale[2], la situation économique des Etats-Unis est sans doute beaucoup plus mitigée. Certes le dernier trimestre 2009 a affiché une croissance de 5,6 % en rythme annuel, les dépenses des ménages ont crû au cours de premiers mois de 2010 et l'on note une production industrielle en hausse. Cependant pour les experts, des contraintes importantes continuent de peser sur la reprise : la construction résidentielle ou de bureau reste à un bas niveau et les rentrées fiscales des Etats sont faibles, quoiqu'en phase ascendante. En janvier et février, les ventes de logements dans le neuf et l'ancien ont reculé, contribuant à faire baisser les prix du marché. Cette situation, qui s'explique par un accès au crédit désormais plus restrictif à tous les acteurs économiques ainsi que par la situation de l'emploi, favorisera une inflation maîtrisée aux alentours de 1,25 % en 2010.

Au total, certes la croissance est à nouveau présente mais ses caractéristiques font douter à la fois de sa pérennité et de son ampleur, sans parler de ses effets. Dans l'esprit des autorités fédérales, l'impact du plan de relance est en train de s'estomper pour laisser la place à une nouvelle croissance molle dans un contexte marqué par une stabilisation financière qui permet aux banques de trouver à se refinancer et de rembourser la Réserve fédérale. Le déficit budgétaire de l'administration fédérale est appelé à se maintenir à un niveau élevé jusqu'en 2020 (entre 4 et 5 % du PIB américain). Quant à la dette fédérale, les prévisions émanant de la Réserve fédérale établissent qu'elle atteindra 70 % du PIB en 2012 et même 100 % en 2020 si rien n'est entrepris pour la contenir. D'autres sources[3] font état d'une dette fédérale atteignant 94 % du PIB pour la présente année fiscale. De l'aveu même du Président de la Réserve, ces chiffres hypothèquent la confiance des acteurs économiques et des créanciers américains et étrangers malgré le fait que l'épargne privée américaine augmente significativement.

©M ROBERTS/NEWSCOM/SIPA

Le taux de chômage aux Etats-Unis se situe maintenant à presque 10 % de la population active.

La croissance est à nouveau présente mais on peut douter à la fois de sa pérennité et de son ampleur

Actuellement, la préoccupation des autorités économiques est liée à l'emploi, qualifié de « *marché en détresse* » par l'économiste en chef de la Maison Blanche, Mme Christina Romer[4]. Le taux de chômage des Etats-Unis se situe en effet à presque 10 % de la population active et la crise a éliminé plus de

Vue du département science de Harvard. Le Massachussets est un centre universitaire très renommé.

7,8 millions d'emplois, rendant les récentes créations d'emplois (+ 290 000 en avril, + 230 000 en mars) insuffisantes pour modifier les données structurelles du chômage qui reste à un niveau plus élevé que lors de la crise de 1989-1991. Le plan de relance de 787 milliards de dollars a certes créé temporairement entre 1,4 et 3 millions d'emplois qui ont atténué les effets de la crise économique de 2009. Mais les effets des mesures de soutien sont en train d'arriver à leur terme alors que 70 % des fonds du plan ont été dépensés. Certains experts estiment que la croissance devrait passer de 3 % cette année à 2 % en 2011 puis 1 % en 2012, d'où des craintes d'une nouvelle récession et les velléités de l'Administration d'injecter en 2011 quelque 266 milliards dans l'économie, au risque de faire croître plus encore le déficit budgétaire si les impôts et taxes ne sont pas augmentés. Cela fait dire au Prix Nobel d'économie Edmund Phelps de l'université de Columbia : « *pour le moyen terme, nous nous trouvons fondamentalement dans une récession structurelle*[5] ».

Une productivité en hausse

Au niveau de la région de Nouvelle-Angleterre, les indicateurs économiques s'inscrivent dans une tendance de faible reprise.

Avec une population d'environ 18,5 millions d'habitants, en augmentation régulière, les six Etats de la Nouvelle-Angleterre[6] forment un ensemble économique globalement très prospère mais marqué par une forte disparité de structures économiques. Ainsi les points communs sont faibles entre les Etats ruraux et agricoles du nord (Maine, Vermont) et le Rhode-Island, petit Etat en pleine restructuration industrielle ou le Massachusetts[7] qui affiche une insolente prospérité en raison d'une stratégie de développement tournée vers les hautes technologies, les sciences de la vie et l'attractivité universitaire. Nous mettrons volontairement de côté la situation du Connecticut dont les activités tertiaires (sièges sociaux) sont attirées par une fiscalité particulière.

La plus grande préoccupation des autorités américaines concerne l'emploi

Au Massachussetts, l'indice composite d'activité économique[8] montre une progression de 3,6 % entre mars et avril 2010. En rythme annuel, l'Etat s'attend à une hausse d'activité proche de 4,2 % en 2010. Son produit intérieur brut a crû de 3,1 % au premier trimestre 2010, soit une hausse légèrement plus faible que le chiffre au niveau national. La création d'emploi a atteint 11 600 personnes au premier trimestre 2010, ce qui a fait bondir le taux de chômage d'à peine 0,2 % à 9,3 %. Cette situation se double d'un phénomène à l'œuvre sur l'ensemble des Etats-Unis : la productivité augmente dans des proportions importantes.

Pour l'ensemble de la Nouvelle-Angleterre, les principaux indicateurs laissent penser que la crise n'est pas totalement terminée. Les faillites sont toujours presque aussi nombreuses quoique s'inscrivant dans une tendance baissière récemment (11 851 en décembre 2009 contre 9 679 en décembre. 2008). En revanche les revenus des personnes sont en hausse, tout comme le coût de l'emploi (indice 112 en mars 2010 contre 109,9 un an plus tôt). De même l'emploi non-agricole progresse depuis janvier 2010 pour atteindre 6,7 millions de personnes après un point bas en janvier 2010 (6,5 millions). L'indice des prix immobiliers connaît une baisse sensible, même si le niveau relatif des prix du résidentiel ou industriel reste à un niveau très élevé en Nouvelle-Angleterre[9] : 544,8 (mars 2010) contre 574,6 (mars 2009) et 600 (mars 2008). Avec la légère embellie économique, les Etats de Nouvelle-Angleterre, qui avaient augmenté leurs impôts pour faire face à leurs déficits (notamment au Massachusetts et dans le Vermont) et à la chute de leurs rentrées fiscales, retrouvent de la marge de manœuvre. Les revenus de tous les Etats de la région sont à la hausse depuis janvier 2010.

1) Cf article « Une zone relativement épargnée par la crise » p 19 dans le CCE International n° 547
2) Discours du Président Bernanke du 14 avril 2010
3) Maison Blanche, bureau du budget
4) Business Week (19 avril 2010).
5) Bloomberg TV, 2 avril 2010.
6) Vermont, Maine, Rhode Island, Massachusetts, New-Hampshire, Connecticut (voisin de l'état de New York). Le produit intérieur de la N.-A. est comparable à celui de la Pologne dont la population se monte à env. 39 millions d'habitants
7) En dollars de 2000, le PNB de l'Etat atteint 305 milliards de dollars en 2007 (286 en 2004), soit le 15e rang des 50 états américains. En revenu par tête, le Massachusetts occupe la 4e place des 50 états en 2007 (le Connecticut, état voisin du Massachusetts en Nouvelle-Angleterre, se situe lui à la seconde). Plus de 85 % de la population travaille dans les secteurs non-industriels (services, recherche, commerce, etc.). Source BEA.
8) Agrégation de 10 indicateurs (emploi, revenus de fiscalité, confiance des ménages, etc.)
9) 1,6 fois plus que la moyenne américaine.

Tour d'horizon de quelques secteurs

Certains secteurs profitent plus que d'autres de l'amélioration, même modeste, du contexte économique régional.

• Les services et l'ingénierie informatiques

ils sont relativement peu affectés par la crise dans la mesure où la réduction des ventes de produits logiciels classiques ou liés à des grands projets de développement est compensée par des ventes de logiciels d'optimisation de gestion des entreprises. Même si les mois de janvier et février ont été en dessous des attentes, les objectifs financiers et de vente pour le semestre sont en général atteints, quelquefois dépassés, et il n'y a pas eu de plans de réduction d'effectifs. Par ailleurs, les investissements des entreprises dans des logiciels d'intelligence économique continuent de croître à un rythme très rapide, avec un taux de croissance de près de 50 % par rapport à 2009, notamment dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique, des télécommunications et les services financiers. Il est intéressant de noter que ces dernières concentrent leurs analyses sur le comportement des consommateurs, alors que les autres entreprises (B2B) sont plus intéressées par des analyses concurrentielles. La prudence reste de mise concernant la continuité de l'embellie sur le troisième trimestre. Enfin, les résultats des acquisitions de sociétés TIC réalisées aux Etats-Unis courant 2009 sont conformes aux prévisions.

• Energie

l'incertitude dans le secteur de l'énergie a été amplifiée par l'échec de la conférence de Copenhague en 2009. Les prix des énergies fossiles gaz-charbon restent relativement bas ce qui ne motive pas les entreprises à réaliser des investissements dans les énergies renouvelables. Un certain nombre de projets d'investissement restent au point mort pour l'instant.

• Semi-conducteurs

très sensibles à la conjoncture mondiale, les prévisions d'activité dans la production de semi-conducteurs sont encore prudentes pour 2010. On a constaté en début d'année une croissance de la demande résultant surtout d'ajustements de stocks, mais les entreprises du secteur hésitent encore à accroître leur capacité de production alors qu'elles ont fermé de nombreux sites de production au cours des deux dernières années, ce qui se traduit encore par des délais de livraison supérieurs à la moyenne. On note une reprise nette des ventes de semi-conducteurs dans les secteurs automobile et informatique, alors que d'autres secteurs comme la santé, le fitness, les réseaux électriques « intelligents » (*smart grid*) ainsi que les énergies alternatives offrent des perspectives de croissance jugées intéressantes. Toutefois le consensus est que la situation restera tendue au moins jusqu'au deuxième trimestre 2011.

©RICHARD B. LEVINE/NEWSCOM/SIPA

L'attractivité de Boston comme centre de convention demeure forte, grâce notamment à des prix moins élevés qu'à New York.

• Santé et biotechnologies

les retombées du plan *Health Care* fédéral dans les secteurs de la santé et des bio-

technologies sont encore jugées incertaines. De nombreux brevets vont tomber dans le domaine public, ce qui va favoriser le développement de plus de médicaments génériques et peser sur les cash-flows de bon nombre d'entreprises du secteur.

Les perspectives dans la recherche privée médicale ne sont pas très bonnes. Des groupes pharmaceutiques délocalisent en tout ou partie leur recherche dans des pays à coût de main-d'œuvre réduit, principalement la Chine et l'Inde. Certains groupes ont réduit de façon spectaculaire leur effectif de recherche, comme par exemple Wyeth-Pfizer suite à la fusion réalisée en 2009.

De nombreuses start-up du secteur des biotechnologies sont dans une situation financière assez difficile. Compte tenu du taux de réussite des projets de recherche, en moyenne inférieur à 30 %, on anticipe un nombre de faillites de start-up assez important, surtout celles dont les projets sont encore en développement initial. Face à cette situation, on assiste à une évolution de la recherche médicale dans laquelle le secteur public prend progressivement le relais des entreprises privées, avec des risques de plus en partagés. Le Massachusetts arrive ainsi en tête des Etats américains pour ce qui concerne la collecte de fonds publics provenant du plan de relance et destinés au secteur de la santé, avec pour acteurs principaux les universités et les hôpitaux à qui ont été alloués environ 32 milliards de dollars, même si des lenteurs dans le traitement des dossiers sont déplorées par les entreprises.

• Private Equity

les perspectives dans le secteur de l'investissement en capital sont encore en demi-teinte car il y a peu de liquidités disponibles. L'attentisme prévaut chez les investisseurs potentiels.

• Evénementiel

pas de croissance significative du chiffre d'affaires prévue pour l'exercice 2010 dans ce secteur. Les entreprises ont tendance à retarder au maximum leurs décisions de participer à des événements, ce qui constitue un défi pour la profession, alors qu'une reprise assez nette de la participation aux associations caritatives américaines est constatée. Par ailleurs, l'attractivité de Boston demeure forte notamment grâce à des prix moins élevés qu'à New York comme en témoignent les conventions et rendez-vous professionnels prévus dans les mois à venir. La situation de l'emploi dans ce secteur s'améliore légèrement avec un solde net positif de création d'emplois.

La tendance déjà observée d'externalisation des fonctions non-clés de l'entreprise se confirme pour les TPE. Celles qui produisent et ou distribuent des logiciels avec une clientèle de grands groupes ont subi les conséquences de la réduction des budgets et voient leur activité se contracter fortement en ce début d'année. Une augmentation des suppressions de postes de commerciaux est notée. En revanche, les TPE qui fabriquent et/ou distribuent du matériel médical sont celles dont le niveau d'activité a augmenté le plus. En matière de financement bancaire des entreprises, on note un léger mieux en début d'année, surtout du fait de banques régionales bien implantées dans le tissu économique local de la Nouvelle-Angleterre, les grandes banques nationales américaines restant globalement frileuses en matière de financement des entreprises. ●

Boston, juin 2010
Xavier Touret, CCE Boston, et Antoine Mynard, attaché science et technologie au consulat de France à Boston
Avec les contributions de la section CCEF Nouvelle-Angleterre (http://www.ccefboston.org/groupe.html)

Cette note résulte d'un travail collectif de la section des CCEF de Nouvelle-Angleterre. Les informations contenues dans la première partie de la note proviennent de sources officielles alors que la seconde s'appuie sur des données de terrain. Elles ne prétendent pas à l'exhaustivité et ne représentent que le point de vue des CCE qui se sont exprimés.

Abonnés, retrouvez ce dossier sur le site Internet www.cnccef.org

Des indicateurs encourageants

Asunciun

L'économie de ce petit pays méconnu d'Amérique du Sud est en plein développement grâce notamment à ses ressources dans le domaine agroalimentaire. Le contexte politique est stabilisé. C'est donc sans doute un bon moment pour s'intéresser aux opportunités qu'il recèle.

L'économie paraguayenne continue de se présenter comme principalement exportatrice de produits agricoles et d'élevage, destinés à l'alimentation humaine. L'indice de prix des matières premières alimentaires, resté stable aux alentours de 100 jusqu'en 2007, a progressé ces trois dernières années de 60 % : il est actuellement à 160. Cette augmentation met le vent en poupe pour l'économie paraguayenne qui exporte ces produits. En effet le Paraguay est le 4e exportateur mondial de soja et le 6e de sésame. Le pays est aussi un grand producteur de viande (dont les exportations sont montées à 580 millions de dollars en 2009). Après une croissance annuelle moyenne, en monnaie constante, de 3,7 % pendant huit ans, interrompue seulement en 2009 par la crise, la Banque mondiale prévoit une reprise de la progression de son produit intérieur brut, de l'ordre de 5 % sur les trois années à venir. Ces prévisions confirment celles du FMI, pour qui la croissance prévue cette année devrait être de 6 %. Parallèlement à ce secteur en progression, le bâtiment présente lui aussi des signes positifs : des centres commerciaux importants sont en cours de construction, dans la capitale, à Mariano Roque Alonso dans la banlieue, à Salta del Guaira, au nord-est du pays. De nouveaux hôtels, modernes, ont ouvert à Assomption, parmi lesquels un hôtel Ibis de la chaîne Accor et un autre de la catégorie du Sheraton par la Confédération sud-américaine de football. Ces indices encourageants placent le Paraguay dans le groupe de tête des pays du continent montrant des taux de croissance favorables, situation due, entre autres, à sa stabilité politique, monétaire et économique[1]. L'indice « *Global Peace* » publié par *The Economist*, dans une étude sur l'état de paix de 144 pays pris en considération, place en 2009 le Paraguay au 77e rang, avant, entre autres, le Pérou, la Bolivie, le Brésil, le Mexique, le Venezuela et la Colombie.

Sur le plan politique depuis 2008 et jusqu'en août 2013, le Paraguay bénéficie d'un gouvernement légitime, résultat d'élections libres et indiscutables réalisées. Ces élections de 2008 constituèrent en son temps un changement important dans l'histoire du pays, parce que le parti coloré, au pouvoir depuis plus de trois générations, fut alors remplacé par une coalition de partis d'opposition, menée par le principal d'entre eux, le parti libéral. La personne à la tête de ce changement fut Fernando Lugo, ancien évêque de l'église catholique paraguayenne, qui réussit à assembler autour de sa candidature, à la fois les partisans de cette opposition, et des groupes dissidents du parti coloré, écartés des postes de responsa-

Prrésident Lugo

bilité, ou exaspérés par les excès perpétrés par ses représentants. Il s'est donc agi davantage d'un vote de défiance vis-à-vis du régime coloré au pouvoir, plutôt que du choix d'un programme déterminé. C'est sans doute ce qui explique les difficultés qu'éprouve actuellement le gouvernement pour mener sa politique et procéder aux changements annoncés.

Fernando Lugo est né dans un village du sud du pays, au sein d'une famille modeste, sa mère étant la sœur d'un dirigeant politique opposé au parti coloré. Il obtint le titre de professeur dans l'enseignement primaire et exerça l'enseignement dans une école publique. Ordonné prêtre, il fut ensuite envoyé comme missionnaire dans une province des Andes, en Équateur. Puis, nommé évêque, il fut assigné au diocèse de San Pedro, l'une des régions les plus pauvres du Paraguay. C'est là, dans un moment de forte agitation rurale, que se nouèrent ses relations avec les « *paysans sans terre* ». Cette préparation, essentiellement sociale, n'entraîne pas ipso facto les connaissances financières et politiques nécessaires à la définition et à la mise en œuvre d'une politique de gouvernement. Par ailleurs, son ancien statut d'homme d'église, ainsi qu'une conduite peu en rapport avec cet état, n'entraîne pas l'adhésion unanime du pays. Mais elle explique jusqu'à un certain point sa sympathie pour des régimes comme celui d'Evo Morales en Bolivie ou de Hugo Chavez au Venezuela : cette attirance provoque en retour des tensions avec les représentants au parlement du parti libéral grâce auquel il a pu accéder au pouvoir, qui n'est pas d'accord avec ces régimes. Tout changement important en matière politique devant passer par le Congrès, il s'ensuit une certaine paralysie du gouvernement, sans programme à long terme, sans décision prise, en particulier dans le domaine de l'éducation, pourtant si nécessaire dans ce pays, et sans cohérence d'ensemble dans les mesures prises. Ce comportement – à la limite moins préjudiciable pour le pays que la prise de mauvaises décisions ! – provoque néanmoins dans le pays une certaine impatience.

Dans ce contexte général, il convient de noter cependant le désir d'une plus grande transparence dans les procédures publiques utilisées, ce qui est important. Des hommes compétents sont à la tête de certains des plus importants ministères et entités autonomes, qui veulent marquer leur passage par une plus grande clarté dans le mouvement des fonds à leur disposition et une plus grande efficacité de leurs services : c'est le cas, entre autres, du ministère des Finances, de celui des travaux publics et de communication, de l'administration nationale d'Electricité.

La politique n'étant, comme on le sait, que « *l'art du possible* », il faut s'efforcer de discerner les tendances générales des orientations prises. Dans l'ensemble, ces tendances, même peu marquées, semblent positives. Appuyées par une économie saine et une démographie riche en jeunesse et avide d'apprendre, elles permettent au pays de se présenter aujourd'hui, dans le contexte international difficile que l'on connaît, sous un jour favorable. ●

Humbert Solente, CCE Paraguay

Abonnés, retrouvez ce dossier sur le site Internet www.cnccef.org

1) Pour en savoir plus et disposer d'une information actualisée, ne pas hésiter à consulter le très intéressant et très complet rapport annuel de la Chambre de commerce franco-paraguayenne. Il est téléchargeable sur leur site www.ccpf.com.py

La stevia, atout du Paraguay

Plant de stevia.

Le nom de la stevia, originaire du Paraguay, est encore relativement peu connu en France. Cependant cette plante au pouvoir sucrant, qui est à la fois naturelle et light suscite un fort intérêt au sein des multinationales agroalimentaires.

La stevia est une plante amérindienne, de la famille des herbes aromatiques, utilisée depuis très longtemps par les indiens Guarani du Paraguay dans leurs tisanes et dont le pouvoir sucrant est 300 fois supérieur à celui du saccharose. Avec un autre atout de taille : elle contient zéro calorie. Seul bémol son prix : plus cher que les édulcorants de synthèse.

Les producteurs de sodas Coca-cola et PepsiCo sont évidemment les premiers intéressés, et cela pourrait entraîner une vraie révolution dans l'industrie mondiale de l'allégé auparavant uniquement chimique. En un an elle a déjà conquis 10 % de part de marché aux Etats-Unis. Les gros groupes de chocolat se mettent également sur le marché.

La bataille pour son autorisation, à coup d'études financées par divers lobbys, fait rage depuis plusieurs années. De nombreux effets positifs lui sont attribués : anti-oxydante, anti-inflammatoire et antibactérienne. La raison la plus souvent évoquée pour justifier le refus de son autorisation est sa réputation de plante abortive en utilisation à haute dose. Mais l'OMS a conclu en 2006 qu'aucun effet de type n'avait été recensé ou enregistré sur la fertilité.

En fait elle est commercialisée depuis longtemps en Asie. C'est d'ailleurs le seul édulcorant utilisé depuis 40 ans au Japon, où l'aspartame est interdit. En Europe et aux Etats-Unis c'est beaucoup plus nouveau. Elle est autorisée aux Etats-Unis depuis 2008. En France, le rébaudioside A (poudre extraite du stevia) est agréé depuis septembre 2009, par l'agence française de sécurité sanitaire des aliments, en tant qu'additif alimentaire. Elle est commercialisée depuis le mois de mai sous la forme de sucrettes, de poudre ou de liquide pour la cuisson. On en trouve également dans le « Fanta still » seule boisson vendue en France pour l'instant qui contient de la stevia.

La demande est désormais très forte au niveau mondial. En dix ans la culture de la plante, de son nom savant *stevia rebaudiana bertoni*, est passée de 350 à 1 500 hectares dans le pays. Les autorités paraguayennes veulent au moins multiplier par dix la production d'ici cinq ans. Le Paraguay a entamé une démarche internationale afin d'obtenir une « appellation d'origine » Car les plants de stevia ont été amenés en Asie depuis 30 ans. Et le premier producteur mondial n'est autre que la Chine avec 20 000 hectares.

Sophie Marek

Un goût de France à Budapest

PHOTO : DANA GRUIA DUFAUT

Samedi 10 juillet, place Varoshaza, inauguration officielle du marché des régions. René Roudaut, ambassadeur de France (à gauche), entouré de Vincent Roussel (lunettes noires), président de la section Hongrie des CCE et de Jean-Louis Latour donnent le coup d'envoi des dégustations de produits des terroirs français.

Depuis quatre années maintenant les régions françaises proposent aux habitants de Budapest le meilleur de leurs produits ; délicieux prélude aux festivités du 14 juillet.

Organisée conjointement par la mission économique Ubifrance, la chambre de Commerce et d'Industrie franco-hongroise, les CCEF, l'Initiative France-Hongrie et la Sopexa, cette manifestation, qui se tenait régulièrement côté Buda, a franchi le Danube pour s'installer sur la place Varoshaza, côté Pest.

Une quinzaine d'entreprises, venues de huit régions françaises, dont Champagne-Ardenne, l'Aquitaine, la Bourgogne, des Pays de Loire, la Picardie... proposaient des dégustations gratuites de leurs produits de terroir. Des musiciens, français et hongrois interprétaient des standards français et internationaux, animant une place où la gastronomie était à l'honneur. Le soleil tapa fort tout l'après-midi mais, une fois la nuit tombée, point d'orgue de la journée, un splendide feu d'artifice offert par la section des conseillers du Commerce extérieur illumina le ciel de Budapest.

La veille, les CCE et responsables des missions économiques des pays de l'Europe centrale, Baltes et des Balkans avaient échangé leurs informations sur les différents marchés de la zone. Le meilleur de ces travaux servira de base à la rubrique « Marchés » du prochain numéro de CCE International.

PHOTO : DANA GRUIA DUFAUT

PHOTO : DANA GRUIA DUFAUT

La gelée de champagne, délicieuse découverte présentée ici par son promoteur, connut un franc succès.

PHOTO : DANA GRUIA DUFAUT

Très jazzy, bien qu'authentiquement français, un des orchestres qui animaient la place.